

Terre

Laurence Tubiana, de l'Institut du développement durable :

« Il faut imaginer nos modes de vie d'ici à vingt ou trente ans »

par Laure NOUALHAT

Libération QUOTIDIEN : lundi 29 mai 2006

Conseillère de Lionel Jospin chargée de l'environnement de mai 2001 à mai 2002, Laurence Tubiana s'est vu confier une mission sur le développement durable. Elle est aujourd'hui directrice de la chaire développement durable de Sciences-Po à Paris et directrice de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

Que pouvons-nous attendre de cette quatrième édition de la Semaine du développement durable ?

Cette Semaine ne se passe pas uniquement en France, mais partout en Europe. Elle s'internationalise, c'est un premier élément positif. Le deuxième, c'est justement que ça dure une semaine, ce qui incite plus facilement chaque entreprise ou institution à faire quelque chose. On pourrait craindre que cela cantonne le sujet du développement durable à sept malheureux jours, mais ce n'est pas le cas. Ce rendez-vous annuel me paraît donc positif. C'est une piqûre de rappel. Mais, plutôt qu'une semaine de sensibilisation, il faudrait que cela se transforme en semaine de bilan, de partage ; les intervenants pourraient nous tenir au courant de leurs actions.

Le développement durable exige une profonde remise en cause qui, pourtant, se fait attendre...

En effet, à part ce rendez-vous national, le développement durable n'est pas encore un exercice de démocratie participative. Les gens sentent la nécessité du changement : l'horizon des risques se rapproche. Le changement climatique est en cours, chacun sait qu'il faut prendre des mesures, mais cela reste flou. La plupart des petits gestes quotidiens sont utiles mais insuffisants pour éviter la crise. Ils sont anecdotiques. De plus, beaucoup de décisions ne peuvent rester individuelles : sans transports en commun, inutile d'abandonner sa voiture ; on peut faire un effort sur l'isolation, mais si la politique de l'habitat ne suit pas... Entre les grands risques et les gestes anecdotiques, il n'y a rien. Certaines collectivités ont engagé un début de discussion là-dessus. Il faut imaginer ensemble nos modes de vie d'ici à vingt ou trente ans. Le changement nécessaire est tellement profond qu'on se dit qu'il est inimaginable. Il l'est, mais c'est un travail collectif.

Outre l'aspect marketing de la Semaine, où en sommes-nous de la prise de conscience politique des problèmes écologiques et de développement ?

Elle est là, mais uniquement parce qu'elle est poussée par l'opinion. Je ne pense pas caricaturer en disant que, pour la classe politique française, la transformation des modèles de production n'est pas une vraie question. En revanche, l'éducation, la santé, oui. L'environnement est un sujet technique, mais ce n'est pas encore un objet politique. Au Danemark, c'est un vrai point d'entrée. Peut-être parce que l'environnement a longtemps été une question d'ingénieurs ou qu'il est resté lié à une vision du développement centralisée. Par ailleurs, la société française est plutôt dans la maîtrise de la nature que dans la cohabitation. Pour beaucoup d'élus locaux, le développement durable était contradictoire avec la croissance, l'emploi... Ils ne comprenaient pas les enjeux. Je crois que c'est en train de changer.